

## AKTUELL

## DÉBAT PRÉ-ÉLECTORAL

# Les défis d'Idea

Raymond Klein

**Inspirer les programmes électoraux, mais surtout établir un contexte pour des débats stratégiques, c'est le propos de la récente publication de la fondation Idea.**

La crise du logement est préocupante pour le Luxembourg, mais pas pour les raisons que vous croyez. Oubliez l'injustice sociale, car avant tout, il y a un « risque réel que les difficultés à se loger entravent sérieusement les capacités de développement économique ». C'est en tout cas ce qu'on apprend à la lecture de « Grands défis », le recueil d'analyses et de propositions publié fin avril par la fondation Idea. Rien d'inattendu à ce que le développement économique prime le développement social dans une publication de ce think tank proche de la Chambre de commerce. Pourtant, au-delà de ses biais, Idea confirme avec ce positionnement pré-électoral sa capacité à prendre du recul et à offrir une vision lucide des défis qui se posent au grand-duché.

Justement, alors que le titre du premier chapitre, « Préserver le tissu productif », fait penser à un communiqué patronal, la toute première proposition appelle à « refonder la politique du logement ». Pour l'auteur Michel-Édouard Ruben, il ne s'agit certes pas de mettre fin à la misère sociale en jouant la carte de l'État contre les propriétaires, comme peut le réclamer Déi Lénk. Mais ce n'est pas non plus la glorification des mécanismes de marché, ressort traditionnel des logiques libérales-conservatrices qui nous a valu l'impasse actuelle. Ruben évoque le modèle social-démocrate du « Bündnis bezahlbarer Wohnraum » d'outre-Moselle et suggère d'abandonner le paradigme de l'accès à la propriété généralisé. Idea vise à protéger la « classe sandwich », la partie de la classe moyenne exclue du marché de la propriété, en créant, en plus des logements sociaux, des logements locatifs abordables. En contrepoint à ce changement de paradigme radical, le think tank ne remet guère en question le rôle du capital privé dans des futurs programmes de construction.

Les autres propositions de ce premier chapitre, toujours bien argumentées, étonnent moins : depuis la baisse du taux d'impôt sur les bénéfices jusqu'à la « préservation du secteur financier », essentiel pour le modèle luxembourgeois, rien de nouveau. S'y rajoute tout de même la revendication de « trois modernisations » dans les domaines du secteur public, de l'éducation et des rémunérations

(oui, il s'agit de « moduler » l'index). Modernisation est également le maître-mot des chapitres 2 et 3, consacrés à l'aménagement du territoire et à la coopération transfrontalière. Ces chapitres se réfèrent à une publication spécifique d'Idea, dont nous avons rendu compte dans l'article « Que faire du million ? » (woxx 1726).

## Loin des dogmes libéraux

Pour conclure, les deux derniers chapitres des « Grands défis » sont consacrés à des sujets classiques du néolibéralisme : le vieillissement de la population et les finances publiques. Sans surprise, Idea propose une réforme des retraites « conciliant rigueur et équité », à lancer dès après les élections... et non, l'auteur du chapitre ne s'appelle pas Emmanuel Macron, mais Muriel Bouchet. Notons aussi que, dans le détail, les propositions font preuve d'un réel souci de justice sociale. Côté finances publiques, la publication a le mérite de rappeler les besoins d'investissements futurs, depuis la transition écologique jusqu'à la revitalisation de la Grande Région. Enfin, les positionnements en matière de dette publique privilégient la souplesse plutôt que la rigueur.

Dans l'introduction des « Grands défis », Idea insiste sur des listes de questions « pouvant (très) utilement alimenter le débat pré-électoral ». Et oui, on y trouve des interrogations telles que « Comment se préparer à loger un million d'habitants ». Mais l'absence d'autres sujets délicats comme les rétrocessions fiscales (voir aussi p. 10) ou la primauté des droits sociaux et écologiques par rapport au droit de propriété nous laisse sur notre faim. Cela dit, le think tank est bien plus que « la voix de son maître » et nous épargne la rhétorique néolibérale sur des sujets comme « le piège des retraites » ou « le fardeau des dépenses publiques ». Malgré leur absence des titres de chapitre, les défis sociaux et environnementaux sont présents dans la publication. La concentration sur les aspects économiques et techniques découle peut-être de la « zone de compétence » limitée évoquée dans l'introduction, mais ne justifie pas l'absence de sujets comme le produit intérieur du bien-être ou la fiscalité écologique. Reste que « Grands défis » compte parmi les contributions les plus utiles pour élever le débat pré-électoral.

## SHORT NEWS

## Combien de Luxembourgeois ? Combien d'étrangers ?

(fg) – La population étrangère au Luxembourg a progressé de 38 % en dix ans pour atteindre 304.051 personnes, selon le Statec, qui analyse les résultats du recensement de novembre 2021. Cela représente 47,2 % de la population alors que les résident-es de nationalité luxembourgeoise sont 52,8 %, soit une progression de 16,5 % en 10 ans, atteignant 339.890 personnes. « Les Luxembourgeois de naissance représentent 50,7 % de la population », constate l'institut statistique, la différence s'expliquant par l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, et souvent de la double nationalité, rendue possible depuis 2009. Les résident-es de nationalité portugaise constituent toujours la population étrangère la plus nombreuse avec 93.659 personnes, soit 14,5 % de la population totale. Suivent les Français-es avec 49.071 personnes (7,6 % de la population), les Italiens-ennes (3,7 %), les Belges (3,1 %) et les Allemand-es (2 %). Au total, 180 nationalités sont recensées au Luxembourg. Mais, relève le Statec, « si les Portugais restent la première communauté étrangère, leur évolution est moins importante que par exemple celle des Français, des Italiens et des Belges ». Avec une moyenne d'âge de 37,9 ans, les personnes de nationalité étrangère sont un peu plus jeunes que celles de nationalité luxembourgeoise (41,3 ans). Le Statec indique qu'il publiera progressivement, dans les mois à venir, d'autres données issues du recensement de novembre 2021.

## Nachhaltigkeits-Check? Check!

(lm) – Endlich! Zehn Jahre grüne Regierungsbeteiligung hat es gebraucht, um eine der einfachsten Forderungen der Umweltbewegung durchzusetzen: den Nachhaltigkeits-Check. Es handelt sich um ein schlichtes Formular, das künftig an jedes Projekt de loi angehängt wird, informativ aber unverbindlich, wie schon jetzt die Fiche financière und die Fiche d'évaluation d'impact. Der Check soll sich auf die zehn im Nachhaltigkeitsplan (PNDD) aufgeführten Bereiche beziehen, was im Sinne einer ganzheitlichen Herangehensweise zu begrüßen ist. Allerdings sind diese Bereiche recht vage definiert und reichen bis zu Gesundheit und nachhaltigen Staatsfinanzen. Es besteht das Risiko, dass die Themen, für die der Check seit Jahrzehnten von der Umweltbewegung gefordert wird – Klimaschutz und Erhalt der natürlichen Ressourcen – in der Vielfalt untergehen. Außerdem wird das Formular von der Commission interdépartementale du développement durable (CIDD) ausgefüllt – Zivilgesellschaft, Nachhaltigkeitsrat (CSDD) und andere nicht-administrative Instanzen bleiben außen vor. Ob das Instrument des Nachhaltigkeits-Checks sich bewährt, scheint also vom guten Willen von Verwaltungen und Parlament abzuhängen. Für die Zivilgesellschaft bieten die Formulare allerdings durchaus einen Anknüpfungspunkt – wenn sie es denn schafft, die Häkchenlawine im Blick zu behalten und einen transparenten und seriösen Umgang mit dem neuen Instrument einzufordern.

## Mehr Bioessen in Schulkantinen

(ja) – Am vergangenen Mittwoch stellte Bildungsminister Claude Meisch (DP) ein neues Beschaffungssystem für Restopolis vor. Der Dienst, der 112 Kantinen und Cafeterien in Bildungseinrichtungen betreibt, soll mit der Plattform namens „Supply4Future“ gezielter biologische und lokale landwirtschaftliche Produkte einkaufen können. Zwei Organisationen, die das bisherige System oft und laut kritisiert hatten, waren bei der Pressekonferenz anwesend: der Mouvement écologique und die Lëtzebuurger Landjugend a Jongbaueren. Das Bildungsministerium hat beide Organisationen in die Konzeption der neuen Beschaffungsplattform eingebunden. Die soll gewährleisten, dass nicht nur große Zwischenhändler\*innen Obst und Gemüse liefern, sondern auch kleinere Produzent\*innen. Dies, indem die Plattform automatisch Angebote mehrerer Landwirt\*innen zusammenfasst, damit die benötigte Menge zusammenkommt. Der niedrigste Preis soll nicht mehr allein darüber bestimmen, wer den Zuschlag kriegt: Bio-Landwirtschaft und Distanz sind nun wichtigere Kriterien. Die neue Plattform soll ab September 2023 im Testbetrieb laufen, wobei die Zahl der teilnehmenden Kantinen nach und nach erhöht wird.